

**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE
N°01/AONO/JO3/DDMAP-LEKIE/CDPM/2026 DU 07 AVR. 2026 POUR LES
TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE LA DELEGATION DEPARTEMENTALE DES
MARCHES PUBLICS DE LA LEKIE (ACHEVEMENT).**

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de l'exécution du Budget d'Investissement Public (BIP) du MINMAP de l'exercice 2026, Le Préfet du Département de la Lékéié, Maître d'Ouvrage Délégué, lance un Appel d'Offres National Ouvert en Procédure d'Urgence pour les travaux de construction de la Délégation Départementale des Marchés Publics de la Lékéié (achèvement), dans la Région du Centre.

2. Consistance des travaux

Les travaux, objets du présent Appel d'Offres comprennent notamment :

- Etudes et Installation de chantier ;
- Menuiserie bois-Métallique-Aluminium et Vitrerie ;
- Plomberie sanitaire ;
- Electricité ;
- Climatisation ;
- Peinture ;
- Voirie et réseaux divers ;
- ETC.....

3. Tranches/Allotissement

Les travaux objet du présent Appel d'Offres se feront en un (01) lot unique.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de **trente-six millions (36 000 000) FCFA.**

5. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux, objet du présent appel d'offres est de **quatre-vingt-dix (90) jours calendaires.** Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

6. Participation et origine

La participation au présent appel d'offres est ouverte à égalité de conditions à toutes les entreprises de droit camerounais ayant des compétences dans le domaine des bâtiments et travaux publics (BTP) et ayant

l'attestation de catégorisation ou alors présentant une copie de la décision rendant publique la classification dans la catégorie D du sous-secteur BEC (Bâtiment et équipements collectifs)

7. Financement

Les travaux objet du présent appel d'offres sont financés par le Budget d'Investissement Public (BIP), (MINMAP) de l'exercice 2026, sur la ligne d'imputation budgétaire n°.....

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est exclusivement *en ligne*.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, acquitté à la main, délivré par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO dont le montant s'élève à sept cent vingt mille (720 000) FCFA, assortie du récépissé de consignation (CDEC) et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministre chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique peut être consulté gratuitement dans les services du Maître d'Ouvrage Délégué aux heures ouvrables à la Préfecture de Monatélé (SGAMP), porte....., BP....., téléphone....., fax....., e-mail..... dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté *en ligne* sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm) ou sur tout autre moyen de communication électronique indiqué par la Préfecture de Monatélé.

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier d'appel d'offres peut être obtenu aux heures ouvrables au Service de Gestion Administrative des Marchés Publics de la Préfecture de Monatélé porte....., BP....., téléphone....., fax....., e-mail..... dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable des frais d'achat du DAO de cinquante-cinq mille (55 000) Francs CFA, payable à la Recette des Finances de Monatélé ou au Trésor Public. Ladite quittance devra préciser le numéro de l'Appel d'Offres. Lors du retrait du dossier, les soumissionnaires doivent présenter l'original de la quittance en ce faisant enregistrer.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission par voie physique ou électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

-La soumission étant en ligne, l'offre rédigée en français ou en anglais, devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le3.0.11.2026..... à 12 heures précises. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessus dans les délais impartis.

N.B : Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

5 MO pour le dossier Administrative ;

15 MO pour l'Offre Technique ;

5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

Format PDF pour les documents textuels ;

JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre conformément aux tailles sus-indiquées.

13. Recevabilité des plis

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage Délégué:

- Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- *Les plis non-conformes au mode de soumission.*
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans le RPAO ou offre uniquement en copies;

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le 30 AVR 2026 à 13 heures par la

Commission Départementale de Passation des Marchés de la Lékié dans la salle de réunion de la Préfecture de Monatélé. Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de D'Appel d'Offres.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

N.B : L'original de la caution et celle de la quittance d'achat du DAO seront présentées par les soumissionnaires à l'ouverture des plis. L'absence des pièces suscitées entraîne le rejet de l'offre.

15. Critères d'évaluation

15.1 Critères éliminatoires

Il s'agit notamment:

- de l'absence du cautionnement de soumission à l'ouverture des plis acquitté à la main, timbré au tarif en vigueur assorti du récépissé de consignation délivré par la CDEC ;
- de la non -production au-delà du délai de 48 h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission);
 - Utilisation d'un certificat COLEPS d'une autre personne ;
 - Non-respect du format de fichiers des offres ;
 - Absence de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS ;
- des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
- du non-respect de 05 OUI SUR 09 critères essentiels;
- *de l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des chantiers au cours des trois dernières années ;*
- *De l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;*
- de l'absence de l'attestation de catégorisation certifiée par le MINMAP ou son représentant dument mandaté ou de la décision rendant publique leur classification dans la catégorie D du sous-secteur BEC;
- de l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
- de l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
 - ✦ de l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
 - ✦ De la non-conformité du modèle de soumission ;
 - ✦ De l'absence de la capacité financière d'au moins 30% du cout prévisionnel du marché.

15.2. Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront à titre indicatif sur :

- ✦ la présentation de l'offre ;
- ✦ la méthodologie, planning d'exécution et visite de site ;
- ✦ Preuves d'acceptation des conditions du marché.

16. Attribution

Le Préfet du Département de la Lékié, Maître d'Ouvrage Délégué, attribue le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins disante *en incluant le cas échéant les remises proposées.*

17. Nombre maximum de lots :

Non applicable (lot unique).

18. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

19. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Préfecture de Monatéle (SGAMP), numéro de porte....., BP....., téléphone : 678 32 67 57, fax....., e-mail.....) ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>,

20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, l'ARMP au numéro ou le Préfet du Département de la Lékié, Maître d'Ouvrage Délégué au numéro 678 32 67 57.

Monatéle, le **07 AVR 2026**

Le Préfet du Département de la Lékié
(Maître d'Ouvrage Délégué)

Copies :

- Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP)
- ARMP/CENTRE (Pour publication au JDM) ;
- DDMAP/LEKIE (Pour information) ;
- Président CDPM/LEKIE (Pour programmation);
- Affichage chrono



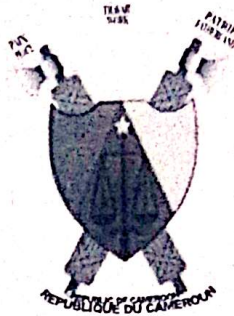
PATRICK KAMOU KAMSU
Administrateur Civil Principal
Hors - Echelle

REGION DU CENTRE

DEPARTEMENT DE LA LEE

PREFECTURE DE MONATELE

SERVICE DE GESTION ADMINISTRATIVE
DES MARCHES PUBLICS



REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

**OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER IN EMERGENCY PROCEDURE
N°01/ONIT/JO3/DDMAP-L/DTB/2026 OF 07 AVR. 2026 RELATIVE FOR THE
CONSTRUCTION OF THE DIVISIONAL DELEGATION FOR THE LEKIE (ACHIEVMENT),
CENTER REGION.**

FINANCE: Public Investment Budget, (PIB) MINMAP FISCAL YEAR 2026

1. Subject of the invitation to tender

The Senior Divisional Officer of LEKIE, Project hereby launches an invitation to tender in emergency procedure for the construction of the Divisional Delegation for the LEKIE (achievement), Center Region.

2. Nature of works

The services covered by this tender document are generally constituted as follow :

- PRIMARY WORK.
- Excavation ;
- Reinforced concrete ;
- To cover ;
- Paint ;
- Electricity ;
- Climatisation ;
- ETC.....

3. Tranches/Allotment

The works are subdivided into unique lot.

4. Estimated cost

The estimated cost of the operation following preliminary studies is thirty six million (36 000 000) CFA F.

5. Estimated execution deadline

The maximum time frame provided for by the Project Owner for the execution of works subject of this invitation to tender is three (03) months including all possible constraints linked to isolation, specific constraints of the site, climatic conditions and means of access on site. This time frame shall run from the date of notification of the service order to begin the work.

6. Participation and origin

Participation in this invitation to tender is open to all companies under Cameroonian law with skills in the field of Public works and companies have categorisation certificate or the copy of the decision making public the classification in a given category D sub-sector BEC.

7. Funding

The works under this invitation to tender shall be financed by the Public Investment Budget (PIB) MINMAP financial year 2026, Imputation No.....

8. Bidding method

The mode of submission selected for this consultation is exclusively online.

9. Bid bond

Each bidder must include in his administrative documents, a hand-endorsed bid bond, issued by a financial body or institution approved by the Minister in charge of finance to issue bonds for public contracts and whose list appears in document 14 of the Tender File (TF), of an amount of **seven hundred twenty thousand (720 000) CFA francs together with the deposit receipt (CEDEC) and valid up to thirty (30) days beyond the initial date limit of the validity of bids.** The absence of the bid bond issued by a first-rate bank or financial body of first category authorised by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts shall lead to the immediate rejection of the offer. A bid bond submitted but that does not have any relation with the consultation concerned shall be considered as absent. The bid bond presented by a tenderer at the bid opening session shall not be accepted.

10. Consultation of Tender File

The hard copy of the file may be consulted free of charge during working hours at the SDO office, MONATELE, contracts service, door number, P.O. Box, telephone, fax, e-mail]] as soon as this notice is published.

It may equally be consulted **online on the COLEPS platform at the following addresses:**

<http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the ARMP website (www.armp.cm).

11. Acquisition of tender file

The hard copy of the file may be obtained from the SDO Office, MONATELE, contracts service, door number, P.O. Box....., telephone : 678 32 67 57, fax....., e-mail..... as soon as this notice is published against payment of a non-refundable sum of **fifty five thousand (55 000) CFA Francs payable at the Public treasury.** Said receipt must specify the number of the call for tenders. When withdrawing the file, bidders must present the original of the receipt by registering.

It is equally possible to obtain the electronic version of the Tender File by downloading it free of charge through the addresses indicated above.

12. Submission of bids

For submission online, the bid must be submitted by the bidder on the COLEPS platform or any other official electronic means of communication to be specified by the Project Owner latest on **3-8-APR-2026 at 12 o'clock.** A back-up copy of the tender recorded on a USB key or CD/DVD must be sent in a sealed envelope with the clear and legible indication "back-up copy", in addition to the above mentioned indication, within the deadline set.

File size and format

For online submission, the maximum sizes of the documents that will transit on the platform and constitute the tenderer's offer are the following:

- **5 MB for the Administrative file;**
- **15 MB for the Technical Offer;**
- **5 MB for the Financial Offer.**

The following formats are accepted:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

The applicant shall make sure that he uses compressing software to possibly reduce the size of the files to be transmitted.

13. Admissibility of bids

The administrative documents, the technical offer and the financial offer must be placed in separate envelopes and submitted in a sealed envelope.

The Contracting Authority shall not accept:

- Bids bearing information on the identity of the tenderers;
- Bids submitted after the closing date and time for submission of bids;
- Envelopes without indication on the identity of the Invitation to Tender;
- Bids non-compliant with the bidding mode;

Any incomplete offer in accordance with the prescriptions of the Tender File shall be declared inadmissible. Especially the absence of a bid bond issued by a financial body or institution approved by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts or the failure to comply with the model documents of the Tender File shall lead automatically to the rejection of the bid without any other procedure. A bid bond submitted but not relating to consultation concerned shall be considered as absent.

N.B : The original bid bond and the original purchase receipt for the tender documents must be presented by the bidders at the opening of the bids. Failure to provide the aforementioned documents will result in the rejection of the bid.

14. Opening of bids

The opening of bids will take place on.....**3.0 AVR 2026**..... at one (1) p.m sharp by the Divisional Tenders Board of the SDO, MONATELE.

Only tenderers may attend this opening session or be represented by a person of their choice, duly authorised, even in case of a group of companies.

Under pain of being rejected, the required administrative documents must be submitted in originals or copies certified by the issuing service or the relevant administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Regulations of the invitation to tender. They shall be no later than 3 (three) months old from the original deadline for the submission of tenders or must have been issued after the date of signature of the Tender Notice.

In case of absence or non-conformity of a document in the administrative file during the opening of bids, after a 48(forty-eight) hours deadline granted by the Board, the file shall be rejected.

[The opening of bids must take place no later than one hour after the deadline for receipt of tenders set out in the Tender File].

15. Evaluation criteria

[Evaluation criteria are of two types: the eliminatory criteria and essential criteria. No criterion can be eliminatory and essential at the same time.

The aim of these criteria is to identify and reject incomplete offers and substantially not compliant with the conditions laid down in the Tender File, especially with regard to the admissibility of administrative documents, the compliance if the technical offer with the Tender File technical specifications and with the qualification of tenderers.

15.1 Eliminatory criteria

The eliminatory criteria set the minimum conditions to be fulfilled in order to be admitted to evaluation following the essential criteria. They should not be the subject of notation. The failure to comply with these criteria shall lead to the rejection of the bidder's offer.

The eliminatory criteria include:

- *Absence of bid bond at the opening of bids;*
- *Failure to submit, beyond the 48(forty-eight) hours deadline after the opening of bids, a document of the administrative file deemed non-compliant or absent (except the bid bond);*
- *False declarations, fraudulent schemes or forged documents;*
- *Using another person COLEPS certificate ;*
- *Failure to comply with 05 YES/09 essential criteria;*
- *Failure to comply with the tender file format ;*
- *Absence of the backup copy in the even of a malfunction of the COLEPS platform ;*
- *Absence of the sworn statement for not having abandoned contracts during the last three years;*
- *Absence of a quantified unit price in the financial offer;*
- *Lack of financial capacity greater than or equal to 30% for the estimated cost ;*
- *Absence of grading categorisation certificate or the copy of the decision making public the classification in a given category D sub-sector BEC;*

- Absence of an element in the financial offer (submission, BPU, DQE);
- Absence of integrity charter dated and signed
- Absence to attestation of the categorization or (the copy of the decision making public the classification in a given category D sud-sector BEC);
- Absence of the dated and signed commitment statement to comply with environmental and social clauses ;
- Non-compliance of the submission model.

15.2 Essential criteria

The technical offer will be evaluated according to the binary mode (Yes / No)

Thus, for information only, the sub-criteria taken from the criteria below in the tender dossier will be used for the evaluation of the technical offer:

- Methodology, planning of execution, site visit;
- CCAP and CCTP initialed dated and signed;
- The presentation of the offer following the RPAO model.

Only bids which have obtained 05 YES out of 09 for the analysis of technical offers will be admitted to the analysis of financial offers.

16. Award of contract

The Contracting Authority will award the contract to the tenderer whose offer has been evaluated as the lowest and which fulfills the required financial, technical and administrative capacities resulting from the so-called essential characters or those said to be eliminatory deemed to be in conformity with the Tender Documents. Offers.

17. Maximum number of lots:

A candidate may tender for unique lot.

18. Duration of validity of bids

Bidders shall remain committed to their bids for **ninety 90 days** from the initial deadline set for the submission of bids.

19. Further information

Additional information may be obtained during working hours from contracts service of SDO, MONATELE, door number, P.O Box....., telephone : 678 32 67 57, fax....., e-mail] or online on the COLEPS platform via <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

20. Fight against corruption and malpractices

For any denunciation of corruption attempt practices, facts or acts, please call the National Anti-Corruption Commission (NACC) on 1517, the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) (SMS or call) on (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, the ARMP on or the Project Owner at number : 678 32 67 57

Monatele, the **07 AVR 2026**

THE SENIOR DIVISIONAL OFFICER OF LEKIE

(Contracting Authority)

Copies:

- MINMAP;
- ARMP
- DDMINMAP/LEKIE ;
- Chairpersons of the Commission, if applicable
- Notice board/file



SIMOU KAMUSU Patrice
Administrateur Civil Principal
Hors - Echelle